



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-66
Séance du 7 novembre 2022 à 18 heures 30**

Envoyé en préfecture le 09/11/2022
Reçu en préfecture le 09/11/2022
Publié le **SLO**
ID : 034-213401342-20221107-2022_66-DE

L'an deux mille vingt-deux, le sept novembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Sylvain Deyrat, Didier Huber, Philippe Lenoir, Jean-René Oudinot, Michel Perez, François Petit, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Fanny Suau, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Nathalie Balsan pouvoir à M. Sylvain Deyrat, M. Théo Briane pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Joël Salgues pouvoir à M. Michel Perez, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à Jean-René Oudinot, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Secrétaire de séance : Mme Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 17

Procurations : 5

Absents : 1

Votants : 22

Date de convocation et affichage

3 novembre 2022

Objet : Décision modificative de crédit n° 1

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel qui informe les membres du conseil municipal qu'il conviendrait de valider une décision modificative de crédit sur le budget principal 2022 afin de prendre en compte :

En dépenses de fonctionnement

- A l'article 60 42, la prise en charge par la commune de l'ensemble des dépenses afférentes au séjour intercommunal de ski organisé par le centre de loisirs, pour un total de 50 000€ ;
- A l'article 60 612, l'augmentation des dépenses d'énergie pour un montant de 20 000€ ;
- A l'article 611, s'agissant du marché public pour l'approvisionnement du restaurant scolaire, le glissement sur l'exercice 2022 d'une facture correspondant à l'exercice 2021, ainsi que la révision du marché suite au contexte inflationniste, pour un montant de 27 500€ ;
- A l'article 61 35, un rééquilibrage suite à des erreurs d'imputation pour un montant de 10 000€ ;
- A l'article 615 221, des travaux exceptionnels de remise en état de bâtiments pour un montant de 15 000€ ;
- A l'article 62 47, la prise en charge du transport lié au séjour intercommunal de ski organisé par le centre de loisirs, pour un montant de 10 000€ ;
- A l'article 62 82, la budgétisation supplémentaire de frais de gardiennage de septembre à décembre pour un montant de 4 500€ ;
- A l'article 62 83, l'intégration de nouveaux sites au marché public d'entretien des bâtiments communaux pour un montant de 25 000€ ;
- A l'article 64 131, des frais de personnel en augmentation du fait des différentes réformes nationales (revalorisation du point d'indice de 3,5%, réforme des carrières des agents de catégorie C, augmentation du SMIC...) pour un montant de 80 000€ ;
- La bascule de dépenses liées à l'organisation des classes transplantées des écoles, budgétées à l'article 65 888 (chapitre 65) mais imputées à l'article 6288 (chapitre 011), pour un montant de 12 500€ ;

- Au chapitre 023, un abondement à la section d'investissement pour le financement d'études afférentes à des projets supplémentaires, pour un montant de 29 500€.

En recettes de fonctionnement

- A l'article 7066, la constatation de recettes supplémentaires à la crèche pour 100 000€ ;
- A l'article 7067, la constatation de recettes supplémentaires au centre de loisirs pour 47 000€ ;
- A l'article 7381, la constatation de recettes supplémentaires relatives aux droits d'enregistrement pour 66 000€ ;
- A l'article 74748, les participations des communes participantes au séjour intercommunal de ski organisé par le centre de loisirs pour un montant de 48 500€ ;
- A l'article 6419, la constatation de recettes supplémentaires relatives aux assurances du personnel pour 10 000€ ;

En dépenses d'investissement

- A l'article 2031, des frais d'études relatifs à de nouveaux travaux pour un montant de 29 500€.

En recettes d'investissement

- Au chapitre 021, un abondement à la section d'investissement pour le financement d'études afférentes à des projets supplémentaires, pour un montant de 29 500€.

Le conseil municipal, après discussion, sur proposition de M. le maire, et à la majorité des voix exprimées (voix pour : 19, voix contre : 3, abstention : 0) approuve la décision modificative applicable au budget communal de l'exercice en cours et telle que présentée ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Chap.	Article	Intitulé	Montant €
011	60 42	Achat de prestations de service	+ 50 000
011	60 612	Energie	+ 20 000
011	611	Contrats de prestations de service	+ 27 500
011	61 35	Locations mobilières	+ 10 000
011	615 221	Bâtiments publics	+ 15 000
011	62 47	Transports collectifs	+ 10 000
011	62 82	Gardiennage	+ 4 500
011	62 83	Frais de nettoyage des locaux	+ 25 000
011	62 88	Autres services extérieurs	+ 12 500
65	65 888	Autres	- 12 500
012	64 131	Traitements	+ 80 000
023	023	Virement à la section d'investissement	+ 29 500
TOTAL			+ 271 500

RECETTES			
Chap.	Article	Intitulé	Montant €
70	70 66	Redevances services à caractère social	+100 000
70	70 67	Redevances services périscolaires et enseig.	+ 47 000
73	73 81	Droits de mutation	+ 66 000
74	74 748	Participations autres communes	+ 48 500
013	64 19	Remboursements sur rémunération du pers.	+ 10 000
TOTAL			+ 271 500

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES			
Chap.	Article	Intitulé	Montant €
20	20 31	Frais d'étude	+ 29 500
TOTAL			+ 29 500

RECETTES			
Chap.	Article	Intitulé	Montant €
021	021	Virement de la section de fonctionnement	+ 29 500
TOTAL			+ 29 500

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 7 novembre 2022.

Roger CAIZERGUES
Maire



Irène VILAPLANA
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.1.7